ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962.

CIRCONSCRIPTION DE CORTE-SARTENE

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 18 Novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. Ce sera l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime de pouvoir personnel.

En votant pour les candidats du Parti Communiste Français — qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel, et qui l'a toujours combattu — vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

LE BILAN DU POUVOIR.

— Réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés ;
— Dépréciation des allocations familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie ;
— Les paysans travailleurs condamnés en grand nombre à la disparition ;
— Les artisans et les petits commerçants sacrifiés aux intérêts des monopoles.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité foulée aux pieds.

En politique extérieure, le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche, l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

CONTRE LE RETOUR AU PASSE.

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale... Pourquoi ?
— ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social ;
— des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction ;
— les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

TOURNES RESOLUMENT VERS L'AVENIR.

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti ; c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

Dans le domaine politique :

— l'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

Dans le domaine économique et social :

— Nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises ;
— Augmentation générale des salaires, traitements et retraites ;
— Construction massive d'H.L.M. avec des loyers abordables ;
— Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopérative agricole ;
— Réforme démocratique de l'enseignement.

En politique extérieure :

— Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général ;
— Opposition aux entreprises du militarisme allemand ;
— Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

En ce qui concerne notre département, le Régime de pouvoir personnel assigne à la Corse *une vocation essentiellement militaire,* ignorant le marasme de l'économie insulaire et aggravant les conditions de vie de ses habitants.

Quel est pour notre île, le bilan de quatre années de Régime de pouvoir personnel ?

En quatre ans, le Pouvoir

— A projeté de faire de notre Ile une terre d'expériences atomiques (Argentella, immersion des déchets radio-actifs) ;
— A envisagé par deux fois la suppression du réseau ferré ;
— A investi des dizaines de milliards dans la construction de bases militaires (Camp international de Ghisonaccia-Travo) ;
— A installé, au mépris de la Loi, la Légion Etrangère dans l'Ile et envisagé l'installation prochaine de troupes allemandes à Solenzara.

Mais, par contre :

— Il a refusé les quelques milliards nécessaires à l'application du programme d'action régionale de 1957 ;
— Il a refusé de normaliser le coût de la vie supérieur de 30 % au moins à celui de la France continentale ;
— Il a refusé d'appliquer le Décret Impérial du 24 Avril 1811 et d'abaisser les frais de transport ;
— Il a refusé d'accorder à tous les salariés, fonctionnaires, retraités, une indemnité d'insularité compensatrice de vie chère.

Par ailleurs :

— La SOMIVAC est de plus en plus au service des gros agrariens, ne fait rien pour aider notre petite paysannerie laborieuse et envisage, en devenant Société d'Aménagement Foncier et d'Equipement Rural (SAFER), l'élimination progressive des petites propriétés jugées non « rentables ».
— La « politique » touristique du Gouvernement et celle de la SETCO livrent le littoral de notre Ile à la spéculation des groupes financiers (et la Banque Rothschild de M. Pompidou n'est pas la dernière intéressée !).

Une telle politique précipite l'exode et aggrave la situation de ce département, « *le plus pauvre et le plus cher de France* » !

Électeurs, Électrices

La Corse ne veut être ni un « réservoir d'hommes », ni un immense camp militaire retranché.

Le salut de notre Ile est lié à un changement de politique et à la lutte contre le Pouvoir personnel, pour la Paix et la démocratie.

Seule, une politique de Paix et de coexistence pacifique évitera à notre Ile de devenir une base militaire, une cible de choix !

Seule, la politique d'un gouvernement d'Union démocratique permettra d'en finir avec l'agression permanente du régime des monopoles contre ce département, d'assurer son essor économique et de relever le niveau de vie de ses habitants qui ne doit plus être « *le plus bas de la Métropole* » !

Pour manifester votre volonté d'aller dans cette voie, vous voterez pour

Paul BUNGELMI
Instituteur. — Officier F.F.I.
Membre du Bureau Fédéral du P.C.F.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Joseph TRAMONI
Maire de Sartène.

Imp. Daroux-Ajaccio